

13PRODS

france.tv

Pictanovo
IMAGES EN HAUTS-DE-FRANCE

RÉGION
SUD
HAUTS-DE-FRANCE

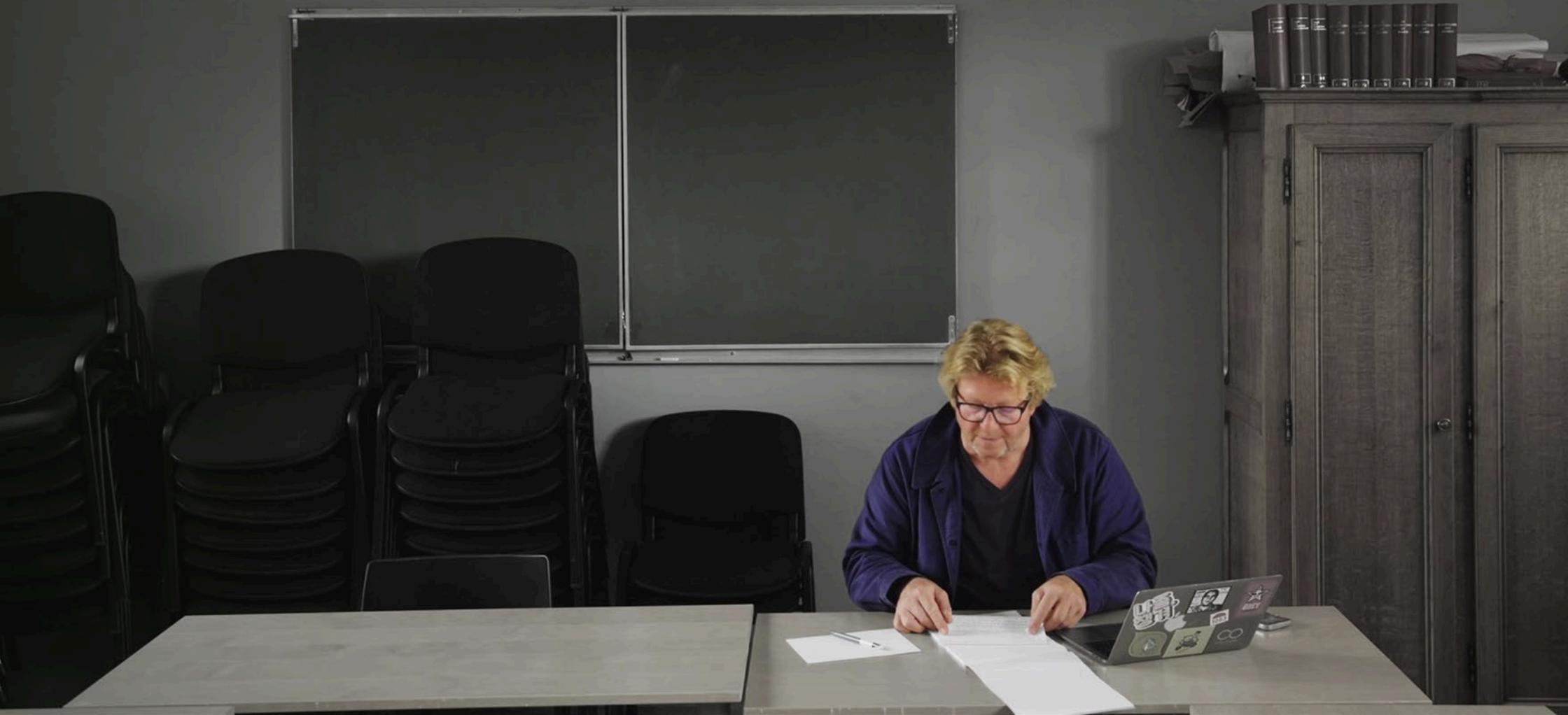
PROCIREP

Centre national
du cinéma et de
l'image animée



LES DOLÉANCES

UN FILM RÉALISÉ PAR HÉLÈNE DESPLANQUES



LES DOLÉANCES

RÉALISATION : HÉLÈNE DESPLANQUES

PRODUCTION : 13 PRODS, FRANCE TÉLÉVISIONS

FORMAT : DOCUMENTAIRE

DURÉE : 52 MINUTES

LE 8 FÉVRIER SUR FRANCE 3 NOUVELLE AQUITAINE, FRANCE 3
PARIS ÎLE-DE-FRANCE ET FRANCE 3 GRAND EST

LE 15 FÉVRIER SUR FRANCE 3 PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AVEC LE SOUTIEN DE PICTANOVO, RÉGION SUD - PROVENCE-
ALPES-CÔTE D'AZUR, DE LA PROCIREP - SOCIÉTÉ DES
PRODUCTEURS ET DE L'ANGO. AVEC LA PARTICIPATION DU
CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE (CNC).

[HTTPS://LESDOLEANCES.FR/](https://lesdoleances.fr/)

Souvenez-vous... Il y a 5 ans, pendant la crise des Gilets Jaunes, **Emmanuel Macron lançait l'ouverture du Grand Débat National**, et enjoignait les maires à ouvrir, dans chaque mairie, un cahier de Doléances. Un exercice de démocratie directe qui n'avait pas été pratiqué depuis 1789.

Un succès !

19 899 cahiers, plus de 200 000 contributions rédigées à la main.

Un trésor National mais aussi une promesse démocratique non tenue.

Ces textes éminemment politiques n'ont jamais été publiés par les gouvernements successifs.

La réalisatrice, **Hélène Desplanques**, a enquêté pendant plus de deux ans dans les archives départementales pour consulter ces textes, retrouver leurs auteurs, et redonner une existence publique aux Doléances.

Sur sa route, elle a croisé **Fabrice Dalongeville**, maire de la commune d'**Auger-St-Vincent**, dans l'Oise.

Il avait lui-même ouvert un cahier dans son village. Il sait l'importance de ces textes, de cette expression politique rare, de ce corpus républicain au volume inédit, de ce sondage unique des aspirations des Françaises et Français.

Lassés d'attendre une publication qui ne vient pas, Fabrice Dalongeville et Hélène Desplanques prennent la route. Ils partent à la rencontre d'auteurs de Doléances et de collectifs de citoyens qui se battent pour que ces textes soient enfin reconnus. Cela les mènera en Creuse, en Meuse, en Gironde, et même jusqu'à l'Assemblée Nationale.... Avec un espoir tenace, faire publier les Doléances, enfin !

Un documentaire, sur la route et sous les ors de la République, qui œuvre au lancement d'un débat citoyen ! Un film pour **rendre la parole à celles et ceux qui l'avaient prises en janvier 2019.**

La Vie est trop dur et trop cher.

BANDE-ANNONCE





Hélène Desplanques
et Fabrice Dalongeville

Quand j'avance sur un projet de film, je suis souvent très entourée : la maison de production, l'équipe de tournage, les nombreux techniciens qui travaillent avec moi à la post-production...

Et en même temps, je suis seule. Tant que le film n'est pas terminé, c'est encore mon film.

Et puis vient l'avant-première, les premiers regards posés dessus, les commentaires des journalistes... C'est le moment de le partager. C'est mon film et, en même temps, cela devient le leur.

« *Les Doléances* » est un film dont la **réception est exceptionnelle**. Que ce soit du côté des médias, ou des réactions des spectateurs dans les premières projections publiques.

Je n'en mesure pas encore tous les effets mais je le sais, je le sens. C'est un tournant. La puissance de ces textes, la simplicité et la beauté de ces mots d'anonymes nous réveillent collectivement. Cela me dépasse et dépasse également les protagonistes du film. Nous nous sommes mis au service d'un idéal plus grand que nous-mêmes, portés par l'ambition de faire démocratie ensemble. Je pense que cet élan va perdurer longtemps. « *Les Doléances* » ne font que commencer.

**Hélène Desplanques,
réalisatrice**

Libération, mardi 16 janvier 2024

Hélène Desplanques a parcouru presque tout le territoire pour son documentaire. Elle a passé des heures dans les archives, lu des doléances par milliers, notamment les premières écrites sur les ronds-points. Les gilets jaunes n'ont pas attendu l'ouverture des mairies et les grands débats pour écrire revendications, colères et envies.

« Les doléances sont réparatrices parce qu'il y a un bruit qui court depuis trop longtemps, un bruit qui dit que les Français se foutent de la politique » explique Hélène Desplanques. *« Mais lorsque tu lis ces textes, tu comprends à quel point les gens sont investis dans la cité, ils ne sont pas du tout deconnectés des urgences, et ils ont quelque chose à offrir. C'est pour cette raison que ça doit être partagé. »*

(...) Des sujets reviennent en boucle : déserts médicaux, petites retraites, transports, logements.

(...) *« On parle des cahiers de doléances, mais si on ajoute les témoignages sur la plateforme numérique du grand débat, on atteint deux millions de contributions, lance la réalisatrice. Les gens ont fait un effort démocratique, un don, et c'est tombé dans l'ornière. C'est du mépris. »*

Fabrice Dalongeville et Hélène Desplanques parlent de la tournée à venir, mais se remémorent aussi le tournage. Une scène : Fabrice Dalongeville est dans la Creuse, à la rencontre d'un collectif de bénévoles et de chercheuses qui travaillent sur les doléances. Elles parlent des textes avec tendresse. Et soulignent l'application et le choix des mots. Une linguiste dit que les deux termes les plus lus dans les doléances sont « grand » et « petit ». Grand comme « grands discours, grandes écoles, grands élus et grands patrons ». Petit comme « petites pensions, petites communes, petites mains et petits ouvriers »

Une colère sans accusé de réception.

Le Monde, jeudi 18 janvier 2024

[La] question de la resitutation [des doléances] demeure vivace. Elle est au cœur du documentaire d'Hélène Desplanques *Les Doléances* – il sera diffusé le 8 février sur les antennes régionales de France 3, avant de poursuivre sa tournée, notamment en milieu rural. La réalisatrice a sillonné le territoire, aux côtés de Fabrice Dalongeville, maire (sans étiquette) d'Auger-Saint-Vincent, dans l'Oise, à la rencontre d'auteurs et des chercheurs. Avec un objectif : enjoindre à Emmanuel Macron de tenir sa promesse de l'époque de les rendre publiques et accessibles au plus grand nombre.

“ Nous sommes le sol sur lequel vous marchez. Vous êtes de plus en plus nombreux et lourds, de plus en plus lourds. Ca ne peut pas durer. On va se soulever ou s’effondrer. Et c’est vous qui allez tomber de haut, pas nous, puisque nous sommes le sol sur lequel vous marchez...”

**Pierre, auteur de doléance
(Nord)**





LIBÉRATION,
16 JANVIER



Fabrice Dalongeville, maire d'Auger-Saint-Vincent (Oise).



Le cahier de doléances de la commune de 500 habitants.



Hélène Desplanques, réalisatrice des Doléances.

GILETS JAUNES

Cahiers de doléances, cinq ans en souffrance

Le 15 janvier 2019, en pleine crise sociale, Emmanuel Macron lançait le grand débat. Un documentaire, «les Doléances», se penche sur le devenir des dizaines de milliers de contributions citoyennes rédigées à l'époque... Un «trésor» qui n'a jamais été pris en compte ou exploité.

Par
RACHID LAÏRECHE
Envoyé spécial dans l'Oise
Photos **STÉPHANE
LAGOUTTE, MYOP**

Dans le café citoyen d'Auger-Saint-Vincent, un petit village de 500 habitants de l'Oise, Fabrice Dalongeville et Hélène Desplanques calent les dernières dates avec leur tourneur au téléphone. Ils partent à l'aventure. Fabrice Dalongeville est le maire (sans étiquette) de la commune, mais aussi le personnage principal du dernier documentaire de Hélène Desplanques : *les Doléances*. Le duo sera à Lille, ce mardi, pour la première, puis sillonnera le reste du pays dans la foulée. Fabrice Dalongeville est un édile bavard. Il raconte un tas d'histoires. Ses premières gueulantes au lycée pour lutter contre la malbouffe dans son bahut de Compiègne; ses premières manifestations en 1986 contre la loi Devaquet; ses premiers engagements dans la ville contre la fermeture des classes. Il a été élu maire presque par hasard. «J'étais premier adjoint et le maire, mon pote, a déménagé. Je l'ai remplacé et j'en suis à mon quatrième mandat.» Cet ancien journaliste, aujourd'hui consultant dans «la transition écologique», pose une question soudaine à la réalisatrice : «Tu penses que notre film peut servir à quelque chose?» *Les Doléances* - qui sera également diffusé sur France Télévisions en fé-

vrier (1) - est une référence directe au mouvement des gilets jaunes. C'était il y a cinq ans tout rond. A Grand-Bourgtheroulde, en Normandie, le président de la République lance le 15 janvier 2019 le premier «grand débat» pour répondre à la crise des ronds-points. Emmanuel Macron sillonne le pays durant trois mois pour parler de démocratie, citoyenneté, transition écologique, fiscalité et services publics. Il demande aux maires d'ouvrir des cahiers de doléances pour récupérer la parole brute de leurs administrés. Résultat : 19 899 cahiers qui contiennent plus de 200 000 contributions rédigées à la main. Le chef de l'Etat devait prendre la parole le 15 avril 2019 pour faire le bilan de ces trois mois de travail. Mais ce jour-là, un incendie ravage la cathédrale Notre-Dame de Paris. Emmanuel Macron décale sa prise de parole pour se concentrer sur les flammes. Plouf. Le bilan du grand débat n'aura jamais lieu.

LE SEUL SERVICE PUBLIC DU VILLAGE

Certains élus ne cachent pas leur frustration, notamment ceux des sous-préfectures, la «France des gilets jaunes». Ils ne comprennent pas le silence du président de la République. Un député de la macronie élu depuis 2017 confie son malaise. «Les politiques pensent souvent par séquence, chaque nouvel épisode efface l'ancien mais celui des gilets jaunes n'était pas un épisode comme les autres, dit-il dans un premier

temps. *Le Président n'a pas tenu son engagement, il aurait dû faire un retour sérieux. Les gens se sont déplacés dans les mairies pour écrire ce qu'ils avaient sur le cœur. Ils se sont adressés à lui, personnellement. Nous ne sommes pas à l'abri de nouvelles crises. Quelle réponse pourrait-on apporter lorsqu'ils nous feront remarquer que nous n'avons pas tenu notre promesse?»* Retour dans le café citoyen d'Auger-Saint-Vincent. Le seul service public du village. Fabrice Dalongeville replonge dans la crise des gilets jaunes. La colère partout. La violence et la rage aussi. Le maire décide avec d'autres édiles ruraux d'ouvrir les mairies. Nous sommes en décembre 2018. Un mois et demi avant le lancement des grands débats. «L'Elysée était fermé, il fallait bien que la République ouvre ses portes quelque part», dit-il. La petite bande d'élus est reçue quelques semaines plus tard par le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, au Palais-Bourbon, puis à l'Elysée par Emmanuel Macron. Les maires laissent à chaque fois une clé USB avec les premières doléances recueillies dans les mairies. Un constat commun frappe la délégation à la sortie de l'Elysée : «A la base, on devait rester quinze minutes mais nous sommes restés deux heures avec le président de la République. C'était étrange, il était livide. Il avait l'air bloqué; dépassé par la situation.» Les cahiers de doléances sont aujourd'hui dans les **Suite page 16**

TÉLÉVISION UN DOCUMENTAIRE, CINQ ANS APRÈS LES GILETS JAUNES

Un ancien presbytère devenu le seul lieu de convivialité à des kilomètres à la ronde. Murs en pierre, décor rustique. Seule la flamme du poêle éclaire le Café citoyen transformé pour un soir en cinéma. Le générique de fin défile, un spectateur se lève: «Vous avez fait un travail formidable!» Mais il s'emporte aussitôt: «C'est un droit fondamental qui est bafoué!» À Auger-Saint-Vincent, petit village de l'Oise (cinq cents habitants), la toute première projection du documentaire *Les Doléances* vient de se tenir devant une cinquantaine de personnes. Un film émouvant, vital, dans lequel Hélène Desplanques part sur les traces des cahiers ouverts dans les mairies en janvier 2019, en pleine crise des Gilets jaunes. Ce road movie citoyen donne à voir la fabuleuse richesse des contributions et s'achève à l'Assemblée nationale, où des députés s'approprient à déposer un projet de résolution transpartisan pour exiger la publication des doléances, en vertu de la pro-

Par Samuel Gontier Photos Denis Allard pour Télérama

QUE SONT LES DOLÉANCES DEVENUES ?

La réalisatrice Hélène Desplanques a filmé des citoyens qui avaient rédigé les fameux cahiers lors de la crise des Gilets jaunes. Leurs textes, remisés dans les archives, se révèlent d'une richesse inouïe.

messe faite par Emmanuel Macron. Diffusé le 8 février sur les antennes régionales de France 3 (disponible le lendemain sur le site France.tv), le documentaire s'appuie sur la complicité entre sa réalisatrice et un infatigable passeur: Fabrice Dalongeville, le maire d'Auger-Saint-Vincent.

C'est d'ici que tout est parti, en décembre 2018, avant même que le président lance, un mois plus tard, le grand débat et les fameux cahiers. La colère des Gilets jaunes prend de l'ampleur, le mouvement subit une féroce répression. Avec l'Association des maires ruraux de France, dont il préside la branche départementale, l'édile lance l'opération «mairies ouvertes». Les habitants sont déjà invités à s'exprimer dans des cahiers qui ne sont pas encore «de doléances». L'analyse de leurs textes est confiée à une société de conseil et, en janvier 2019, une délégation de maires munie d'une clé USB est reçue à l'Élysée. «Le rendez-vous qui devait durer un quart d'heure s'est prolongé deux heures, se souvient Fabrice Dalongeville, attablé au Café citoyen avant la projection. On a senti Emmanuel Macron tendu, désemparé, physiquement marqué.» Le président, jusque-là reclus dans son château, reprend l'idée des maires et lance le grand débat. La consultation en ligne, conçue par une société de sondage, impose des thèmes et des questions fermées. À l'inverse, «les cahiers déposés dans les mairies sont ouverts à tous les types de contributions, observe Fabrice Dalongeville. Pas de fracture numérique: il suffit de prendre un stylo.»

Hélène Desplanques, de son côté, plonge dans les cahiers quand un collectif lance en 2020 l'opération Rendez les doléances!, restée sans lendemain (*Télérama* n° 3778). Aux archives départementales de la Nièvre, elle parcourt quatre-vingts recueils. «J'ai été bouleversée par ces récits d'une profonde vérité, d'une incroyable intensité, où l'humour se mêle à la détresse.» La réalisatrice, qui, dans un précédent film, rendait leur dignité aux ouvrières licenciées de Samsonite, se sent investie d'une mission. Dans le Nord, elle fait face à une montagne de doléances. «J'y trouve le texte de Pierre, "Nous sommes le sol sur lequel vous marchez", un véritable poème, aussi bien qu'un projet de vingt pages pour remplacer le Sénat par une nouvelle chambre.» Le dépit l'envahit de voir ce trésor enfoui. Une indignation partagée par le public du Café citoyen. Katia note que «les lettres au Père Noël ont plus d'effets que ces doléances. Les gens se sont mis à nu et n'ont pas eu de réponse, c'est humiliant». «Ce film me réconcilie avec les Gilets jaunes, témoigne une dame que l'on imagine mal sur un rond-point devant un feu de palettes. J'en avais gardé l'image de casseurs véhiculée par les médias.» Un vieux monsieur fait le parallèle avec les cahiers de 1789, de la salle fuse la formule «la gabelle et le gasoil!». Debout face au public, Hélène Desplanques pointe une différence de taille: «À la Révolution, la plupart des gens étaient illettrés. Leur expression passait par un filtre, les écrivains publics, les sachants.» Les doléances d'aujourd'hui valent donc pour leur authenticité mais aussi pour leur nombre: plus de deux cent mille textes répartis dans dix-neuf mille cahiers. Un «échantillon» d'une ampleur incomparable avec ceux des sondages.

Pour faire entendre ces voix, Hélène Desplanques a donc embarqué Fabrice Dalongeville dans un road trip à la rencontre des auteurs qu'elle a pu identifier. «J'ai eu le sentiment de retrouver des gens que je connaissais», raconte le maire. «Les auteurs avaient l'impression d'avoir jeté une



La documentariste au côté de son complice Fabrice Dalongeville, le maire d'Auger-Saint-Vincent (60), qui, le premier, avait invité ses administrés à s'exprimer par écrit. Ils organisent ici, dans la commune, la première projection publique du documentaire *Les Doléances*.

ment, à leur caractère subversif? Présent lors de la projection, le consultant Gilles Proriot, qui a réalisé l'analyse du corpus à la demande du gouvernement, relève que les thèmes de l'insécurité et de l'immigration, omniprésents dans le débat public, sont quasi absents des doléances, où dominent les questions de «services publics, accès aux soins, retraites, justice fiscale, vie démocratique...». «Et un grand souci de la crise écologique», ajoute Fabrice Dalongeville. «Plus que de pouvoir d'achat, il est question de "pouvoir vivre"», résume la réalisatrice. Au spectateur indigné pour qui leur dissimulation bafoue un droit fondamental, la réalisatrice rappelle que les cahiers sont consultables dans les archives départementales. «Mais aucun citoyen, aucun chercheur n'est en mesure de faire le tour de cent un départements.» Pourtant, l'essentiel a déjà été fait. C'est une séquence forte du film: Gilles Proriot révèle à Fabrice Dalongeville que les cahiers de doléances ont été intégralement numérisés, qu'il les a dis-

À VOIR

TEXT

Les Doléances, le 8 février sur les antennes régionales de France 3, et à partir du 9 sur France.tv.

bouteille à la mer, précise la réalisatrice. Ils étaient très reconnaissants qu'on vienne leur parler de leur lettre.» Au fil de ses pérégrinations, le duo rencontre des collectifs de Gilets jaunes mobilisés pour transcrire les textes manuscrits, certains associés à des chercheurs pour les analyser, comme dans la Creuse ou en Gironde. «Votre film montre que les gens croient à la politique», réagit une spectatrice du Café citoyen. Fabrice Dalongeville l'approuve: «Ils ne prennent pas leur rôle de citoyen à la légère.»

«C'est un film sur la puissance des mots, estime Hélène Desplanques. En prenant la parole, les citoyens prennent le pouvoir. C'est d'autant plus terrible d'avoir remis leurs textes aux archives.» Leur invisibilisation n'est-elle pas due, juste-

ment, à leur caractère subversif? Présent lors de la projection, le consultant Gilles Proriot, qui a réalisé l'analyse du corpus à la demande du gouvernement, relève que les thèmes de l'insécurité et de l'immigration, omniprésents dans le débat public, sont quasi absents des doléances, où dominent les questions de «services publics, accès aux soins, retraites, justice fiscale, vie démocratique...». «Et un grand souci de la crise écologique», ajoute Fabrice Dalongeville. «Plus que de pouvoir d'achat, il est question de "pouvoir vivre"», résume la réalisatrice. Au spectateur indigné pour qui leur dissimulation bafoue un droit fondamental, la réalisatrice rappelle que les cahiers sont consultables dans les archives départementales. «Mais aucun citoyen, aucun chercheur n'est en mesure de faire le tour de cent un départements.» Pourtant, l'essentiel a déjà été fait. C'est une séquence forte du film: Gilles Proriot révèle à Fabrice Dalongeville que les cahiers de doléances ont été intégralement numérisés, qu'il les a dis-

sequés, thématiques, résumés... pour voir son travail escamoté. «La déception est énorme», confie le consultant mué en lanceur d'alerte. Ce soir-là, la découverte du film l'a chamboulé. «J'ai travaillé en data scientist pour mener une analyse sémantique: l'émotion était neutralisée. Je n'avais pas vu les mots, entendu les voix.» Outil de débat et de combat – outre la diffusion télé, de nombreuses projections sont programmées –, le documentaire donne son sens à «un don des citoyens, un don de temps, d'énergie, de réflexion», souligne Fabrice Dalongeville. *Les doléances n'appartiennent à personne, c'est un commun, comme la République et la démocratie.* Puisse ce film contribuer à les rendre à la collectivité ●

▲ À retrouver sur le site lesdoleances.fr.

LE MONDE,
18 JANVIER

« Gilets jaunes » : les cahiers de doléances, mine d'informations

Cinq ans après la crise, une poignée de chercheurs analyse ces milliers d'écrits rédigés par des citoyens dans des mairies

Quête de dignité, de justice territoriale et fiscale, difficultés d'accès aux soins et aux services publics, sentiment d'enclavement... Les quelques chercheurs qui ont dépouillé des cahiers de doléances rédigés au cours de l'hiver 2018-2019, au moment de la crise des « gilets jaunes », sont unanimes : « Il s'agit d'un matériau précieux qui mériterait d'être mieux exploité pour éclairer le débat public », résume Manon Pengam, maîtresse de conférences en sciences du langage à l'université CY Cergy-Paris, qui a travaillé sur une partie des cahiers creusois. « Un espace d'expression sans précédent », abonde Samuel Noguera, doctorant au centre Emile-Durkheim (Sciences Po Bordeaux), qui prépare une thèse sur les cahiers girondins.

Cinq ans plus tard, les revendications et les propositions concrètes qu'y formulaient alors les Français – pour une grande part habitants de territoires ruraux – n'ont rien perdu de leur actualité, tandis que les crises se sont depuis succédé.

Souvenons-nous. Cherchant une issue à la crise des rond-points, Emmanuel Macron lança, le 15 janvier 2019, le grand débat national – trois mois pour sonder les Français à travers des déplacements, une « plate-forme numérique et donc les cahiers de doléances ouverts dans les mairies. Ce dernier mode de consultation fut particulièrement plébiscité : on recense 19 899 cahiers, contenant plus de 200 000 contributions rédigées à la main dans environ 16 500 mairies. Surtout, « les cahiers ont mobilisé une population plus rurale, plus âgée et peu politisée, à laquelle on n'a pas l'habitude d'avoir accès », souligne Samuel Noguera.

Le chef de l'Etat devait restituer ce travail le 15 avril 2019. L'incendie de Notre-Dame de Paris en a décidé autrement. Finalement, le bilan du grand débat n'aura jamais

lieu. Quant aux cahiers, ils ont été numérisés dans leur quasi-totalité, transcrits et conservés aux Archives nationales dans leur version numérique, ils ont fait l'objet d'une synthèse, en juin 2019, par des opérateurs privés, avant de retourner dormir sur les étagères des archives départementales, classés selon deux régimes : les fonds consultables et ceux qui ne le seront pas avant cinquante ans, car ils contiennent des informations sensibles relatives à la vie privée des auteurs (coordonnées postales, téléphone, bancaire...), sauf à faire une demande de dérogation préfectorale.

« Remettre en contexte »

Que l'on ne s'y trompe pas toutefois : « Les cahiers n'ont pas été confisqués », souligne Magali Della Sudda, chercheuse en science politique au CNRS et membre d'un collectif de recherche citoyen en Gironde. Ils ont tout bonnement été ignorés, d'où le fait qu'ils soient sous-exploités, y compris par les chercheurs. Ils contiennent pourtant une mine d'informations permettant de saisir les attentes des Français.

En décortiquant les cahiers creusois auxquels elle a eu accès, aidée d'une équipe de bénévoles qu'elle a formée, Manon Pengam a notamment été « frappée » par l'omniprésence des « nous » et des « ici ». Comme dans les phrases, « ici, on crève », « ici, on n'a plus rien ». « Il y a à la fois un « nous » de conscience sociale et un « nous » porteur d'une identité collective rurale, relatif au mode d'habiter, réclamant davantage de considération et d'équité avec les territoires urbains », analyse-t-elle.

Frappée également par la surreprésentation des adjectifs « petits » et « grands » : « D'un côté, les grands centres urbains, les grandes régions, les groupes, les grandes exploitations polluantes ; de l'autre, les petites communes, les petits patrons, les petites pensions, les petits collèges, les hôpitaux, les routes, les

agriculteurs, etc. » Elle note aussi une fierté à se revendiquer creusois, tandis que le département pâtit de stéréotypes associés à l'hypperruralité. Côté thématique, « la question des retraites, de l'accès aux soins et aux transports est omniprésente ». Et la linguiste d'y voir un nouveau champ de recherche jusqu'ici peu exploité « sur les discours issus des ruralités ».

Du côté de la Gironde, où la mobilisation des « gilets jaunes » a été très forte, un travail d'analyse inédit est mené à l'initiative d'un collectif de recherche citoyen composé d'anciens « gilets jaunes » et de chercheurs, dont Magali Della Sudda. Ensemble, ils ont transcrit 1996 contributions, associant méthodes scientifiques et ancrage local. Le conseil départemental a ensuite missionné Samuel Noguera pour exploiter l'ensemble du corpus girondin, avec l'objectif d'aboutir à des recommandations en matière de action publique.

Parmi les thèmes les plus récurrents dans les textes girondins : le « pouvoir-vivre dignement », la participation citoyenne, les services publics, les impôts, la transition écologique. Les profils des auteurs sont très divers, tant par l'âge que par le statut social (ouvriers, colégiens...), avec davantage de retraités dans les zones les plus rurales.

En revanche, l'immigration et la sécurité sont des doléances « très minoritaires », souligne Magali Della Sudda, avant de préciser : « C'est Danielle, « gilet jaune » retraitée, qui a attiré notre attention sur le fait qu'elles provenaient sur-

tout de la même commune et d'un même contributeur. » Preuve, selon la chercheuse, « du fossé entre les sujets qui occupent le débat public et les préoccupations réelles des citoyens ».

D'où l'intérêt, pour Samuel Noguera, qui décortique l'équivalent de 45 cartons, 375 cahiers et 5 000 doléances, de « remettre en contexte les doléances dans l'écologie des territoires dont elles sont issues. S'exprimer dans une métropole n'est pas s'exprimer dans un territoire ultra-rural. Et, au sein d'un même territoire, on ne porte pas les mêmes revendications selon que l'on habite le Blayais et le Médoc, qualifié de couloir de la pauvreté et dont les deux circonscriptions ont été remportées par le Rassemblement national [RN] en 2022, dans le Sud ou bien dans la métropole ».

Vivace question de la restitution
C'est dans le Médoc enclavé, sans voie rapide pour rejoindre Bordeaux, que se concentrent les doléances réclamant davantage de liaisons autoroutières et ferroviaires. « On peut aussi lire, a posteriori, des indices des résultats électoraux de 2022 », note Samuel Noguera.

Les chercheurs soulignent aussi une surreprésentation de doléances d'ordre « programmatique », dans lesquelles les contributeurs s'expriment à la façon des professions de foi de programmes politiques. Preuve, selon Manon Pengam, « que non seulement les citoyens ne sont pas désintéressés, mais qu'ils sont tout à fait aptes à

« Les cahiers ont mobilisé une population plus rurale, plus âgée et peu politisée à laquelle on a moins accès »

SAMUEL NOGUERA
doctorant
au centre Emile-Durkheim
de Sciences Po Bordeaux

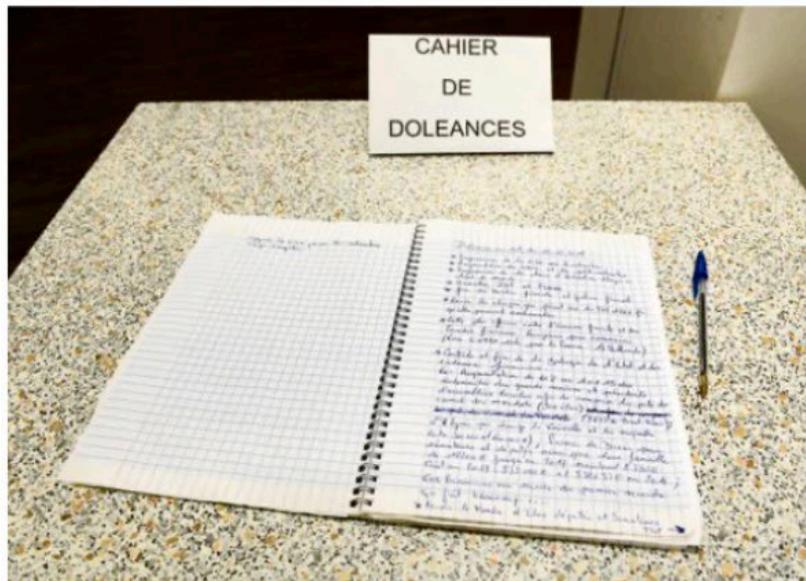
formuler un programme d'actions détractables ». Travaillant sur l'ensemble des contributions numérisées (cahiers de doléances et contributions aux plates-formes numériques) selon des méthodes de traitement automatique des textes permettant de relier les thèmes des doléances à leur origine géographique, un groupe de chercheurs de l'École des hautes études en sciences sociales et de l'Institut national de l'information géographique et forestière coordonné par la linguiste Sabine Ploux projette de développer courant 2024 une plate-forme en ligne. « Ça permettra aux utilisateurs de retrouver les principaux thèmes abordés, de voir où ils ont été abordés, dans quel type de commune, rurale ou urbaine. Par exemple, de voir où l'on a le plus parlé de l'éolien et de le coupler avec les installations existantes ou les projets. » La linguiste y voit « une forme de restitution auprès des citoyens et des maires ».

Car cette question de la restitution demeure vivace. Elle est au cœur du documentaire d'Hélène Desplanques *Les Doléances* – il sera diffusé le 8 février sur les antennes régionales de France 3, le 13 mars à l'Assemblée nationale, avant de poursuivre sa tournée, notamment en milieu rural. La réalisatrice a sillonné le territoire aux côtés de Fabrice Dalongeville, maire (sans étiquette) d'Auger-Saint-Vincent, dans l'Osse, à la rencontre d'auteurs de doléances et des chercheurs. Avec un objectif : enjoindre à Emmanuel Macron de tenir sa promesse de l'époque de rendre publiques et accessibles au plus grand nombre.

Cette demande de publication sur un site Internet et d'organisation d'un événement de restitution fait aussi l'objet d'une résolution transpartisane déposée à l'Assemblée nationale par la députée écologiste de la Drôme, Marie Paschon, qui enjoint également au gouvernement de « financer la recherche publique scientifique pour qu'elle s'en saisisse ».

Car sans intervention des chercheurs, de la société civile et des dispositifs patrimoniaux, ces écrits, que Manon Pengam qualifie de « discours fragiles, c'est-à-dire enfouis, menacés », risquent de ne pas être lus, analysés, restitués. « Et les citoyens, à force de voir les dispositifs participatifs s'accumuler et leurs résultats ne pas être pris en compte, risquent de ne plus se déplacer, même pour voter », craint Samuel Noguera. ■

CAMILLE BORDENET



Un cahier de doléances, à Gouesnou (Finistère), le 8 janvier 2019. DIDIER OLIVIER POUR LE MONDE.

ÉDITO DE THOMAS LEGRAND, 23 JANVIER

Les cahiers de doléances ? Pour Macron, c'est «cause toujours»

Par Thomas Legrand, éditorialiste de Libération (édition du 23 janvier 2024)

Lancés par le chef de l'Etat pour prendre le pouls du pays après la révolte des gilets jaunes, les cahiers de doléances prennent la poussière. S'il veut vraiment du «bon sens», l'exécutif serait bien inspiré de jeter un œil à ce «trésor national» et au travail des chercheurs qui l'ont lu et décortiqué.



Cause toujours ! Emmanuel Macron, lors de sa conférence de presse du 8 janvier, a affirmé vouloir agir selon [le fameux «bon sens»](#). Si le bon sens populaire existe, alors on devrait en trouver des traces dans [les cahiers de doléances du grand débat de 2019](#). Pourtant ceux-ci sont passés à la trappe dans le séquençage infernal du rythme communicationnel gouvernemental. L'oubli volontaire des cahiers de doléances post-gilets jaunes est une manifestation éclatante de ce mépris, ressenti comme tel par une bonne partie des Français, dont fait preuve l'exécutif. L'idée qu'avait eu Emmanuel Macron d'emboîter le pas des maires ruraux, au plus fort du mouvement de contestation, d'ouvrir de nouveaux cahiers de doléances, en généralisant cette pratique à tout le pays, n'était-elle donc qu'une grosse arnaque communicationnelle ? A l'origine, chacun pouvait aller à l'hôtel de ville de sa commune, ou se connecter au site ouvert à cet effet, pour faire œuvre d'intelligence collective et coucher sur le papier ses idées, ses réclamations, ses suggestions afin de réparer les liens sociaux et améliorer la vie, singulièrement dans les territoires ruraux qui se sentent délaissés, voire oubliés de l'attention nationale. Des bureaux d'études avaient été chargés de repérer dans ce «trésor national» – le mot est d'Emmanuel Macron – les grandes lignes, les préoccupations et les idées dominantes. Le 15 avril 2019, le chef de l'Etat devait même intervenir à la télévision pour en tirer les conclusions. Mais ce jour-là, [Notre-Dame prit feu](#). La restitution présidentielle fut ajournée. Visiblement à jamais. Une actualité en chassant une autre, la

«séquence cahiers de doléances» était passée, il faut bien avancer, pense-t-on à l'Elysée... Les conclusions établies par les bureaux d'études calent sans doute une armoire à Matignon et le contenu des 17 000 cahiers numérisés (sur plus de 19 000) croupit aux Archives nationales. Il n'est pas en open source, comme ce fut pourtant promis.

« Petits » et « grands »

Les cahiers remplis dans les mairies pioncent, eux, dans les locaux des archives départementales. Une flopée de sociologues, de sémiologues, d'étudiants et autres chercheurs s'y plongent régulièrement. Tous disent qu'on y trouve du concret, de l'émouvant, du n'importe quoi ou des pépites d'intelligence, du pragmatisme et de l'utopique. Une linguiste a fait une étude sémantique des cahiers de la Creuse. Les adjectifs qui reviennent le plus, dit-elle, sont «petits» et «grands» : «*petits commerçants, petites villes, petits maires, petits producteurs, petits revenus*» versus «*grands groupes industriels, grands élus, grandes fortunes, grandes écoles, grandes métropoles*» qui dessinent une France à deux vitesses. Un besoin de proximité, [de services publics accessibles](#), une exigence de mise à contribution des «grandes fortunes» et l'instauration d'instruments de démocratie directe, domine. La «Lettre aux Français», adressée par Emmanuel Macron en janvier 2019, pour lancer le grand débat, ne constatait pas autre chose :

«La France n'est pas un pays comme les autres. Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. [...] Je sais que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont trop élevés, les services publics trop éloignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu où la famille d'où l'on vient.»

La France n'est pas un pays comme les autres.

Engagement non tenu

Seize parlementaires de tous bords (majorité comprise) ont décidé, derrière l'écologiste Marie Pochon, de rédiger une proposition de résolution qui appelle à une restitution officielle des conclusions des cahiers de doléances. Cette résolution dit ceci, de manière imparable : «*L'engagement présidentiel de publier les cahiers de doléances à l'issue du grand débat n'a pas été tenu : les 19 247 cahiers citoyens contenant 225 224 contributions citoyennes n'ont jamais été mis en ligne, alors que ce sont en près de 2 millions de Français qui ont participé au grand débat pour lequel le président Emmanuel Macron s'était engagé à restituer ce trésor national.*»

[Gabriel Attal](#), qui parcourt la France pour prendre le pouls du pays, serait bien inspiré de jeter un œil sur le travail des experts qui ont décortiqué les cahiers. Ou de se faire projeter le documentaire très instructif d'[Hélène Desplanques](#), *les Doléances*, qui passera le 8 février sur les antennes régionales de France 3 (et pourquoi pas une diffusion nationale ?). Le Premier ministre pourrait y trouver de l'inspiration pour son discours de politique générale et du contenu pour le «bon sens» brandi par le Président.

LA VOIX DU NORD, 27 JANVIER

Cahiers de doléances : les requêtes et dignités sorties du silence cinq ans après

La Voix du Nord, samedi 27 janvier 2024.

Ce fut une parole donnée au citoyen. Une parole ensuite réduite au silence des archives. Et pourtant, cette parole écrite dans les cahiers de doléances de 2019 est un reflet inédit de notre société. Hélène Desplanques, réalisatrice lilloise, lui redonne vie dans un documentaire. Ça s'appelle Les Doléances. Et ça « répare une injustice ».



C'était un peu la révolution. La démocratie ouverte à tous, la parole donnée enfin au citoyen, alors que le jaune fluo brillait sur les ronds-points comme une colère qui voulait se faire voir. C'était en 2018, décembre. Les maires ruraux sentent que « ça va craquer et prennent l'initiative d'ouvrir des cahiers de doléances dans leurs hôtels de ville. En janvier 2019, ils vont à l'Élysée avec des clés USB contenant les doléances recueillies dans leurs mairies. Quinze jours plus tard, Emmanuel Macron lance le grand débat : des réunions, une plateforme numérique et des cahiers de doléances dans toutes les communes qui le souhaitent », rappelle Hélène Desplanques. [19 000 cahiers sont ouverts partout en France](#), 200 000 contributions manuscrites y figurent.

Pour « une vie plus digne, des services publics accessibles à tous »

Hélène Desplanques décide de consulter d'autres cahiers d'autres départements. De rechercher certains des contributeurs, de les contacter. Le documentaire est né. Son personnage fil rouge : « *Un maire de l'Oise, Fabrice Dalongeville du village d'Auger-Saint-Vincent, qui fait le tour de France des initiatives liées aux doléances. Je me suis rendu compte qu'il se battait depuis le début pour que les cahiers de doléances ne tombent pas dans l'oubli.* » Sa conclusion : « *On se rend compte au travers des doléances, qu'il y a une vraie appétence pour la chose politique.* » Une vraie appétence pour les propositions concrètes et de bon sens. Pour « *une vie plus digne, des services publics accessibles à tous, une société plus égalitaire...* »

Les gens étaient contents que ce soit pris en compte. C'était une façon pour moi de réparer quelque chose.

La plupart des contributeurs qu'Hélène Desplanques a appelés pour le documentaire étaient ravis de pouvoir s'expliquer sur leur texte. « *Les gens étaient contents que ce soit pris en compte. C'était une façon pour moi de réparer quelque chose. C'est un don citoyen de prendre du temps pour écrire, et il n'y a pas eu de contre-don de la part de l'État. Et ça, ça abîme la démocratie. C'est pour ça que j'ai fait ce film, pour faire ma part, réparer.* »

« **Les Doléances** » sera diffusé sur France 3 Hauts-de-France (et de plusieurs autres régions) le 8 février à 23h. Des projections-débat sont également organisées. La prochaine aura lieu le 9 février à Bachant. Programme sur lesdoleances.fr.

Ce qui « obnubilait » les Français en 2019

C'est aux archives départementales que les milliers de contributions des Français sont consignées dans des kilomètres de rayons. Ces cahiers de doléances remplis puis archivés la même année, en 2019, sont consultables par tous. Pourtant, aux archives départementales du Nord, seules trois personnes ont demandé à les voir : Hélène Desplanques, réalisatrice du documentaire « Les Doléances », une autre documentariste, et nous...

Il suffit d'y jeter un œil pour s'apercevoir que les textes, souvent écrits à la main, contiennent un condensé de ce qui était important à ce moment-là pour les gens, ceux qui ont fait l'effort d'apposer leur plume dans ces cahiers. « *L'une des propositions qui revient le plus souvent, c'est la remise en place de l'Impôt sur la fortune* », note Hélène Desplanques. On trouve aussi, pêle-mêle, des demandes d'indexation des retraites sur le « *coût de la vie* », de « *logement décent pour tous les citoyens modestes* », de création d'une chambre citoyenne à côté de l'Assemblée nationale et du Sénat... « *La violence et l'immigration concernent moins de 5 % des contributions* », précise Hélène Desplanques. **B. B.**

Dans le cahier de doléances de Bachant, dans le Nord, une contribution a particulièrement ému Hélène Desplanques. C'est celle de Patricia et Pierre Durin, un poème, que nous avons retrouvé aux archives : « *Nous sommes le sol sur lequel vous marchez, Vous êtes de plus en plus nombreux et lourds, de plus en plus lourds. Ça ne peut pas durer. On va se soulever ou s'effondrer. Et c'est vous qui allez tomber de haut, pas nous, puisque nous sommes le sol sur lequel vous marchez...* » **B. B.**

LE COURRIER PICARD, 19 JANVIER

Cinq ans après les Gilets jaunes, les cahiers de doléances toujours inaccessibles à une majorité de citoyens

Des élus tentent de faire pression sur l'État pour que les cahiers de doléances et les contributions issus du mouvement des Gilets jaunes soient véritablement versés dans le domaine public. Une promesse présidentielle non tenue.



Pour Fabrice Dalongeville, maire d'Auger-Saint-Vincent, les cahiers de doléances version 2018 sont une page qui ne s'est jamais refermée.

Ce devait être un nouveau « trésor national ». Il y a cinq ans, au cœur de la crise des [Gilets jaunes](#), les Français remplissaient 500 000 contributions en ligne et plus de 19 000 cahiers de doléances dans les communes, pour dire leur exaspération et leur attente en termes de pouvoir d'achat, de démocratie, d'accès aux services publics. Décembre 2018, les maires ruraux avaient lancé une opération « mairie ouverte » pour « écouter la colère ». Début 2019, alors que les cortèges étaient émaillés de violences, le chef de l'État leur emboîtait le pas avec la plateforme du [Grand débat national](#). Un exercice de démocratie directe qui allait réunir deux millions de personnes, une participation inédite depuis la Révolution.

« Par chez nous, les gilets jaunes campaient au rond-point de Chamant, pile en face de l'entrepôt Amazon symbole de la mondialisation des échanges », se souvient Fabrice Dalongeville, maire (SE) d'Auger-Saint-Vincent, 500 habitants. Ici, entre Senlis et Crépy-en-Valois (Oise), la mairie n'avait pas attendu la crise des Gilets jaunes pour ouvrir un « Café citoyen » affublé de la Déclaration des droits de l'Homme. Ce « tiers lieu » accueille des concerts, une épicerie de secours, des tables pour boire un coup, jouer au Scrabble, travailler, refaire le monde. Les cahiers remplis en décembre 2018 et après « sont une matière encore vivante », estime Fabrice Dalongeville. « Mr le Président, faites un effort pour les Français qui sont dans la misère », écrit par exemple cette mère de famille.

« On sentait chez le président une grande tension »

« Début janvier 2019, Emmanuel Macron avait reçu une délégation des maires ruraux où nous devions lui remettre une clé USB avec les doléances de nos habitants. Ça devait durer un quart d'heure. Nous sommes restés deux heures. On sentait chez le président une grande tension, il cherchait comment répondre à la crise qui s'éternisait », poursuit le maire d'Auger-Saint-Vincent. « Puis Emmanuel Macron a pris l'engagement de rendre publiques les doléances dans un format open source », rappelle ce passionné d'histoire, qui a immédiatement fait le lien avec la Révolution avant de prendre une part active dans le suivi des événements. De fait, l'État s'était bien engagé à mettre en ligne contributions et doléances « progressivement et régulièrement sous licence libre. »

Pourtant, cinq ans après, les écrits qui devaient constituer « un patrimoine vivant » ne sont toujours pas accessibles au grand public. Certes, les doléances ont été versées aux archives départementales et sont immédiatement communicables en tant qu'archives publiques, excepté celles dont les auteurs sont identifiables. Sauf que les archives sont un service peu connu, dans lequel il faut se rendre physiquement, et par conséquent souvent fréquenté par les seuls chercheurs.

Seulement quatre consultations en cinq ans dans la Somme

Dans la Somme, seulement quatre personnes ont ainsi demandé à avoir accès aux cahiers abrités à Péronne. Dans l'Oise, les archives n'ont pas répondu à nos questions. Mais le résultat est certainement aussi médiocre. « Les gens ne savent pas où se trouvent les cahiers, et ils n'ont pas souvent une journée entière pour s'y consacrer », relève Hélène Desplanques, auteure du documentaire « Les doléances » où le maire d'Auger Saint-Vincent lui sert de fil rouge. Si ce n'est toujours pas le cas dans la Somme, une grande partie des doléances, près de 80 %, a cependant été numérisée. « Sur un plan technique, rien ne s'oppose à une mise en ligne », s'impatiente Fabrice Dalongeville.

Une vingtaine de députés – majoritairement de la NUPES – n'en pense pas moins. Cinq ans après le lancement du Grand débat national, ce 15 janvier, ils ont déposé une proposition de résolution transpartisane afin que les cahiers soient consultables sur internet. Pour le député de l'Aisne Jean-Louis Bricout (Liberté, indépendants), seul Picard dans ce groupe : « Les gens sont désabusés de la parole politique. » Selon lui, l'enterrement des cahiers est « un mauvais signal de plus. »

Des causeries en février à Senlis et Beauvais autour du documentaire Les doléances

Outre sa diffusion prochainement sur France 3 (Ile-de-France, Grand Est et Nouvelle Aquitaine), le documentaire « Les doléances » d'Hélène Desplanques donne lieu à une série de « causeries », treize au total. La première s'est déroulée le 13 janvier au Café citoyen à Auger-Saint-Vincent (Oise), là où tout a commencé avec son maire Fabrice Dalongeville. Pour la Picardie, deux autres sont programmées : à Senlis (cinéma) le 22 février et à Beauvais (lieu non connu) le 23 février. De la Nièvre à la Meuse, en passant par la Picardie et la Gironde, jusqu'à l'Assemblée nationale, ce « docu » inédit revient sur la crise des gilets jaunes débutée en 2018 et les plus de 225 000 doléances des Français qui ont suivi. D'un bout à l'autre, on retrouve le maire d'Auger-Saint-Vincent à la rencontre des collectifs de citoyens qui réclament que les textes soient enfin consultables par le plus grand nombre.

CONTACTS

Hélène Desplanques

Réalisatrice

desplanquesh@yahoo.fr

06 82 58 36 34

Ulysse Bonnevie

Chargé de communication

ulysse.bonnevie@l3prods.fr

04 91 09 14 21

Gilles Perez

Producteur I3PRODS

gilles.perez@l3prods.fr

Cyrille Perez

Producteur I3PRODS

cyrille.perez@l3prods.fr

Le grand débat national

CAHIER DE DOLÉANCES

A l'initiative du Président de la République, le Gouvernement a décidé d'engager un grand débat national sur la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté, ainsi que l'accès aux services essentiels et leur organisation.

Ainsi, jusqu'au vendredi 22 Février 2019, la commune de Saint-Maurice met à disposition des habitants, un cahier de doléances :

- A l'accueil de la mairie, pendant les heures d'ouverture
- Par voie postale (Mairie de Saint-Maurice, 35 rue de l'Eglise 55210 Saint-Maurice sous les Côtes)
- Par mail à l'adresse : mairie.saintmaurice55@orange.fr
- Sur la plateforme www.granddebat.fr (page d'accueil, « contribuer en ligne »)

